



L'islamisme : expansion ou déclin ?

Mémoire de géopolitique

Du CBA LAMBARE

dans le cadre du séminaire « Les arcs de crise »

**Directeur de recherche : Dr. Jean-François DAGUZAN, Maître de
recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique**

INTRODUCTION

En 1992, Olivier Roy publiait « L'échec de l'islam politique » suscitant ainsi un scepticisme général. Il est vrai qu'au début des années 1990, l'islamisme radical semblait être à son apogée s'étendant à la Bosnie, à l'Algérie et à l'Égypte. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, ce dernier titre a entraîné une nouvelle polémique. Comment en effet parler d'échec après ben Laden et alors que la réislamisation bat son plein sur fond de reconstruction identitaire autour de la religion ? Pour tenter de répondre à cette question, Olivier Roy a publié en 2002 un autre ouvrage « L'islam mondialisé ». Selon l'auteur, le constat est sans appel. Les deux phénomènes : dérives terroristes et (re)conversions à l'islam, apparaissent aujourd'hui plus que jamais comme des conséquences de l'échec, ou du déclin, de l'islam politique et de son projet de construction d'un Etat islamique.

L'islamisme englobe l'ensemble des groupes activistes contemporains, aussi disparates soient-ils, qui inscrivent leur action dans le cadre des concepts élaborés par quatre grands foyers de prédication islamiste : le mouvement des Frères musulmans originaire d'Égypte, le wahhabisme saoudien, le courant maududiste au Pakistan et le chiisme révolutionnaire iranien. On trouve donc d'emblée trois pôles géographiques et culturels de l'islamisme : le Moyen-Orient arabe sunnite, le sous-continent indien sunnite et l'espace chiite irano-arabe. L'action politique de ces mouvements vise à islamiser le droit, les institutions et le gouvernement dans les pays musulmans et donc à instaurer un Etat islamique. Leur pensée oscille entre deux pôles : un pôle révolutionnaire, pour qui l'islamisation de la société passe par un pouvoir d'Etat, et un pôle réformiste, pour qui l'action sociale et politique a pour objectif la réislamisation de la société par le bas, celle-ci devant entraîner à terme l'avènement d'un Etat islamique.

La réponse à ces questions nécessite tout d'abord de décrire les grandes étapes de l'émergence puis de la montée en puissance de l'islamisme des années 1960 à la deuxième guerre du Golfe (1990 – 1991). Il importera ensuite de montrer comment le mouvement, comme amalgame de groupes sociaux différents soudés dans une idéologie commune, a commencé à se désagréger à partir du début des années 1990, précipitant ainsi le déclin d'un islam politique ne parvenant pas à construire l'Etat islamique et poursuivant sa course dans un déchaînement inouï de violence dans les pays musulmans et des dérives terroristes en Occident dont les attentats du 11 septembre 2001 constituent, à ce jour, et de loin, le point culminant. Enfin, il conviendra de souligner que le déclin de l'islamisme se traduit aujourd'hui par une véritable mutation de la mouvance caractérisée par la rupture entre les grands mouvements islamistes qui se sont intégrés dans les jeux politiques nationaux et une frange radicale, le néo-fondamentalisme, dominée par un nouveau type d'acteurs, les internationalistes islamistes d'Occident.

1 Les trois décennies 1960, 1970 et 1980 ont été marquées par l'émergence et la montée en puissance du mouvement islamiste.

La théorisation de l'islamisme constitue la première phase de la montée en puissance du mouvement et intervient au cours de la décennie 1960. L'ère islamiste débute ensuite aux lendemains de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Dans une seconde phase s'étendant sur les années 1970, l'islamisme se répand partout dans le monde musulman, le basculement étant illustré par la révolution iranienne de 1979. Au cours de la décennie 1980, une troisième phase est dominée par la lutte pour le contrôle du mouvement entre la monarchie saoudienne et l'Iran de Khomeini. A l'exportation de la révolution iranienne va s'opposer la politique d'endiguement de Riyad.

1.1 L'islamisme a été théorisé dans les années 1960.

Historiquement, l'islamisme contemporain prend donc son origine dans quatre grands foyers de prédication islamique ce qui pose le problème de la nature du phénomène :

1.1.1 Il prend son origine dans quatre foyers de prédication.

Les trois premiers sont issus de l'islam sunnite et le dernier du chiisme.

Le mouvement le plus célèbre est celui des Frères musulmans. Ce courant inspiré à ses débuts par l'Egyptien Hassan al-Banna (1906 – 1949) prêche le retour aux formes idéalisées des premiers temps de l'islam. Il exige un puritanisme moral et rejette aussi bien les idées et les mœurs venues de l'Occident, les pratiques de l'islam populaire (confrérie soufie, culte des saints) que l'héritage de la culture arabe classique. La spécificité du mouvement vient de sa rupture avec l'islam institutionnel. Ses idéologues comme son encadrement ont été formés dans des écoles non religieuses et on ne retrouve pas chez eux d'oulemas, les spécialistes en

Le second foyer se trouve dans le wahhabisme saoudien. Il commence à prendre une réelle importance à partir des années 1960 avec l'accroissement des moyens dont dispose le Royaume grâce à la montée régulière de la rente pétrolière. Le roi Faysal définit alors les deux axes de la politique religieuse wahhabite : faire des Villes saintes du Hedjaz un centre de formation pour les religieux musulmans du monde entier et subventionner les œuvres religieuses comme la construction des mosquées dans les pays arabes et dans l'ensemble du monde, y compris en Occident. Les considérables efforts financiers engagés dans l'entreprise ne doivent cependant pas dissimuler la pauvreté intellectuelle de la démarche. Tel grand « savant » saoudien en religion n'hésite pas à affirmer publiquement que la terre est plate et l'insistance sur un ritualisme étouffant n'autorise aucune adaptation aux réalités de la modernité. Il s'agit en fait d'un fondamentalisme prêt à s'accommoder de n'importe quelle forme de pouvoir, du moment qu'il lui assure le contrôle de la société civile. Le courant wahhabite, à la différence de celui des Frères musulmans, est animé par des oulamas et se pose en restaurateur d'un ordre islamique reposant sur les relations entre les religieux et le pouvoir monarchique qui écoute leurs conseils. A partir de la décennie 1960, les Etats-Unis apportent leur soutien à cette prédication conservatrice, considérée comme un excellent instrument pour combattre le nationalisme arabe et le communisme

Le troisième foyer de prédication est en dehors du monde arabe, tout en étant d'inspiration sunnite. Il est le produit de la construction d'un Etat dont la seule justification est le rassemblement des musulmans, le Pakistan. Bien que les fondateurs de cet Etat successeur de l'Empire britannique des Indes n'aient envisagé l'islam qu'en tant que symbole d'une cohésion communautaire par rapport aux Hindous, le fait même d'avoir choisi l'islam pose le problème des relations entre cette religion et l'Etat. Très tôt, la revendication de la constitution d'un Etat purement islamique a été énoncée, en particulier par Maulana Maududi (1903 – 1979). Cet idéologue a cherché à définir un islam totalitaire à l'image du

Le quatrième foyer de prédication islamiste est le chiisme révolutionnaire. Originellement, le chiisme signifie le ralliement des croyants autour du personnage de l'imam en raison de son autorité personnelle absolue, l'imam étant un descendant d'Ali, le gendre du Prophète. Le dernier imam, le douzième, disparaît, dans des circonstances mystérieuses, à la fin du IXème. Pour les croyants, il est l'imam caché qui reviendra apporter la justice à la fin des temps. Par la suite, un véritable clergé chiite s'est constitué, les clercs étant formés dans les villes saintes du chiisme en Irak (Najaf et Karbala) ou en Iran (Qom). Progressivement, les chefs de la hiérarchie, les ayatollah se sont investis de pouvoirs propres à ceux de l'imam. Dans ce contexte, à la fin du XIXème siècle, les religieux sont entrés dans la vie politique. Le pas suivant se produit dans les années 1960. Face au nationalisme arabe et aux différentes formes de socialisme et de communisme, les religieux réagissent en élaborant un corpus doctrinal destiné à donner une réponse aux défis du monde moderne. Un cercle de réflexion se forme à Najaf autour de l'ayatollah irakien, Muhammad Baqr as-Sadr. On y retrouve l'ayatollah iranien Khomeini, alors en exil. Ce groupe élabore une théorie politique aboutissant à l'idée de république islamique. Elle pose la supériorité absolue de la loi islamique dont l'application ne peut être assurée que par les religieux. A partir de cette revendication, Khomeini et Baqr as-Sadr définissent l'Etat islamique comme une sorte de théocratie constitutionnelle. Le vice-imam est le chef de la communauté islamique et donne les grandes orientations de l'Etat. Quant au pouvoir étatique, composé d'un président de la République et d'une assemblée, il est chargé de les appliquer concrètement. Le chiisme révolutionnaire parvient ainsi à constituer un modèle institutionnel cohérent. Sa force réside également dans sa capacité à utiliser le contenu émotionnel de la religion chiite et le groupe de Khomeini reprend, dans l'action politique, l'appel au martyr dans une atmosphère quasi millénariste. Jouant sur l'ambiguïté du terme imam, qui peut être le simple guide de la prière à la mosquée ou le chef de la communauté religieuse, Khomeini va aussi, sans le revendiquer ouvertement, se poser comme étant l'imam caché lui-même. Il disposera ainsi d'un

et formes politiques importées du monde occidental. En rupture avec la civilisation de l'islam classique dont il condamne bien des aspects, il est surtout issu du monde moderne. Les militants viennent de familles récemment urbanisées ou des classes moyennes paupérisées. Il s'agit souvent de jeunes sortis du système scolaire moderne et ayant fait leur formation politique dans les universités où ils ont côtoyé les militants marxistes. Ils leur ont emprunté l'espace conceptuel (en particulier l'idée de révolution) et l'ont repeuplé d'une terminologie coranique (da'wa désignant par exemple la prédication et la propagande). Ainsi, leur vision totalitaire et autoritaire, leur constitution en idéologie ne procèdent pas de la souplesse de l'islam ancien mais, à l'exception du wahhabisme, directement d'emprunts aux idéologies occidentales. De même, les foules qui suivent les islamistes vivent dans les valeurs de la ville moderne et ont quitté, avec le village, les vieilles formes de convivialité : respect des anciens et du consensus. L'adaptation des islamistes au monde moderne et urbain est donc frappante, de l'utilisation des techniques modernes (armements, moyens de communication) à l'organisation de grandes manifestations. (nationalisme, libéralisme, socialisme).

L'islamisme s'inscrit en fait dans une double continuité. Il s'agit d'abord de la revendication fondamentaliste, centrée autour de la charria et aussi vieille que l'islam, mais toujours renouvelée car jamais réalisée : revendication qui dresse sans cesse le réformateur contre la corruption des temps et des princes, contre l'oubli des textes sacrés, contre l'influence étrangère, l'opportunisme politique et le laxisme des mœurs. Il existe aussi une autre continuité plus récente : celle de l'anticolonialisme, de l'anti-impérialisme, devenu aujourd'hui anti-occidentalisme. Les mouvements révolutionnaires du tiers monde laïcs, marxistes ou nationalistes (dont le nationalisme arabe) ont en effet été essoufflés par leur victoire et se sont vidés de leurs idéaux dans la pratique du pouvoir. L'islamisme semble reprendre le flambeau tiers-mondiste, mais sur des slogans qui ne peuvent plus être partagés par la gauche occidentale ou par les mouvements des autres pays du tiers monde. On ne

superstitieux. Le phénomène a été accentué par un déséquilibre considérable des classes d'âge et l'impact du déracinement créé par l'exode rural. Toutes ces ruptures ont engendré des phénomènes de contestation nourris par différentes frustrations.

1.2 Au cours de la décennie 1970, l'islamisme se répand partout dans le monde musulman.

Au cours de la période, il s'implante dans les sociétés musulmanes où les Etats entreprennent de le réprimer. Cette deuxième phase, celle du basculement, est scellée par la révolution islamique de 1979 et la proclamation de la République islamique en Iran.

1.2.1 Le sommet de la vague islamiste dans le monde arabe se situe à la fin des années 1970.

L'Egypte, grâce à sa tradition constitutionnelle héritée du XIX^{ème} siècle, va y faire face avec un minimum de violence. Les régimes baasistes syriens et irakiens dont la légitimité est alors beaucoup plus faible et l'appui populaire moins affirmé, vont utiliser la violence révolutionnaire pour combattre une opposition qui se targue d'incarner plus qu'eux la société réelle. Quant aux monarchies arabes, la contestation va y être moins forte.

En Egypte, les organisations islamistes, formées à partir des universités, deviennent de plus en plus actives au début de la décennie 1970. Elles réussissent à prendre le contrôle des institutions représentatives du secteur universitaire et étendent leurs activités à l'ensemble de la société. Elles condamnent l'occidentalisation du pays et, à partir de 1979, la paix avec Israël. L'inspiration islamiste devient alors attractive dans un pays où le désarroi créé par la politique extérieure de Sadate et les difficultés économiques croissantes engendrent un malaise certain. En septembre 1981, Sadate ordonne une vaste opération de police se concluant par l'arrestation de nombreux opposants islamistes. Au même moment, une

cadets de l'école d'artillerie d'Alep. Le pays glisse peu à peu dans une atmosphère de violence similaire à celle du Liban. Les proches du pouvoir et les conseillers soviétiques sont l'objet d'attentats meurtriers. Le pouvoir baasiste se lance alors dans une lutte sans pitié contre les islamistes. A Palmyre en juin 1980, 500 prisonniers politiques détenus dans la prison sont massacrés. 1982 est l'année terrible avec le soulèvement de Hama en février. Les Frères musulmans y lancent une insurrection générale qui doit gagner le reste du pays mais les autres grandes villes ne bougent pas. Après trois semaines de combat, les forces baasistes reprennent le contrôle de la ville. On estime à environ 15 000 le nombre des victimes des combats et des massacres qui ont suivi. La répression de Hama amène l'effondrement du mouvement qui cesse d'être une menace pour le pouvoir en place.

En Irak, le régime baasiste est confronté, au milieu des années 1970, à une revendication chiite révolutionnaire dirigée par les ayatollahs des Villes saintes sous la direction de Muhammad Baqr as-Sadr. En février 1977, des émeutes sont sévèrement réprimées à Najaf et Karbala. L'ayatollah Khomeini est expulsé d'Irak en octobre 1978. La répression devient féroce en 1979 et frappe de nombreuses familles de religieux. Les chiites originaires d'Iran, nombreux dans les Villes saintes où ils sont installés depuis plusieurs générations, sont expulsés du pays par milliers. En avril 1980, l'ayatollah Baqr as-Sadr est exécuté. Les coups portés au clergé chiite (certaines familles cléricales sont pratiquement anéanties) et le manque de cohésion de la communauté chiite permet au régime d'écraser la rébellion.

Dans les monarchies arabes, la contestation islamiste est moins forte. Paradoxalement, le fait d'être moins progressiste les inscrit plus sûrement dans l'authenticité recherchée que les régimes issus des révolutions arabes. Seule l'Arabie saoudite est confrontée à une crise majeure en novembre 1979 quand un groupe d'exaltés s'empare de la Grande Mosquée de La

1.2.2 Le basculement est illustré par le succès de la révolution iranienne en 1979.

Dans les années qui précèdent la révolution, l'Iran du Chah connaît une phase de prospérité grâce aux revenus du pétrole dont il est le deuxième exportateur mondial après l'Arabie saoudite. Mais, sous des apparences brillantes, la modernisation de l'Iran présente des failles. Le caractère dictatorial de la monarchie interdit tout débat sur les orientations du régime. En outre, le système impérial favorise l'essor d'une classe moyenne urbaine mais la tient à l'écart de toute représentation politique. L'absence de liberté d'expression inhibe le développement d'une culture démocratique et certains commencent à reporter sur le chiisme relu dans une perspective révolutionnaire les attentes du communisme et du tiers-mondisme. Cependant, malgré les mécontentements le système impérial fonctionne sans menaces majeures jusqu'à la baisse (temporaire) des revenus du pétrole et de la croissance après 1975.

L'enchaînement des événements qui conduisent au départ du chah et à la proclamation de la République islamique est le produit d'une alliance entre intellectuels islamistes, clercs révolutionnaires, bourgeoisie pieuse et jeunesse urbaine pauvre. Le caractère unique de la révolution iranienne va résider dans sa capacité à rassembler des classes sociales différentes et à faire du discours politique islamiste, dominé à partir de 1978 par Khomeini, l'instrument de cette mobilisation. Le moment d'enthousiasme qui transforme l'agitation contre le chah en mouvement révolutionnaire et le fait basculer sous la direction des islamistes intervient à l'occasion d'un événement fortuit, la publication en janvier 1978 d'un article injurieux pour Khomeini alors encore exilé en Irak. Toute l'opposition prend fait et cause pour l'ayatollah qui parvient ainsi à se rendre maître du mouvement révolutionnaire. En décembre 1978, il quitte l'Irak pour son dernier exil, Néauphle-le-Château dans la banlieue parisienne, et y annonce que le but de la révolution est d'établir une « République islamique » qui protégerait l'indépendance de l'Iran. Les 10 et 11 décembre ont lieu de spectaculaires manifestations

1.3 La décennie 1980 est dominée par une lutte acharnée entre la monarchie saoudienne et l'Iran de Khomeini.

Dès 1979, se mettent en place deux stratégies opposées de domination du monde musulman et de la mouvance islamiste. L'une, venue de Téhéran, cherche à substituer le magistère de Khomeini à la suprématie saoudienne. L'autre, à partir du centre saoudien, mobilise l'ensemble du système de propagation de l'islam construit par le royaume afin de contenir la poussée khomeiniste. Le containment anti-iranien joue très tôt sur deux registres. Il s'agit d'abord de souligner la spécificité chiite de la révolution iranienne afin de la réduire à un avatar du nationalisme persan et de justifier le combat contre l'Iran révolutionnaire. Ce registre est utilisé par l'Irak lorsqu'en 1980, il déclenche la guerre contre la République islamique avec la bénédiction des monarchies du Golfe. Il est aussi vital de détourner la mouvance islamiste des luttes auxquelles les incite Khomeini. Le principal terrain du conflit va se situer en Afghanistan où l'armée soviétique entre en décembre 1979 et où les pétromonarchies de la péninsule arabique et la C.I.A. vont financer un djihad dont la fonction sera de canaliser contre l'U.R.S.S. les militants islamistes radicaux du monde entier.

1.3.1 En 1980, la guerre est déclenchée par Saddam Hussein contre l'Iran révolutionnaire avec la bénédiction des monarchies du Golfe.

Elle voit d'emblée le maître de Bagdad, chef d'un parti laïque, mobiliser à ses côtés la religion pour en ôter le monopole à son adversaire. La guerre fédère en fait plusieurs motifs. Elle se veut à la fois la résolution par la force des contentieux territoriaux entre les deux pays et la continuation de l'affrontement entre le Baath irakien et les religieux chiïtes commencé les années précédentes. En outre, elle permet à Saddam Hussein de consolider son pouvoir en empêchant les chiïtes irakiens de se mobiliser contre le régime dans la foulée de l'exemple iranien. Enfin et surtout, à l'échelle régionale et internationale, elle bénéficie des encouragements de tous ceux qu'inquiètent les événements d'Iran. Premières menacées, les

une série d'offensives et de contre-offensives locales et prend la tournure d'une guerre de tranchées semblable à celle de la Première Guerre mondiale. En juin 1982, après une série de vigoureuses attaques de l'armée iranienne, Saddam Hussein essaye de mettre fin à la guerre en rappelant ses troupes sur la frontière internationale. Khomeini refuse ces offres voulant obtenir la chute du Président irakien avec comme corollaire soit la constitution d'une république islamique d'Irak, soit la désagrégation de l'Etat irakien sur des bases ethnique et religieuse. La reprise des combats est le fait des « gardiens de la Révolution » qui agissent par une série d'offensives à outrance fondées sur l'emploi de vagues humaines désireuses d'accomplir le martyre. Celles de l'automne 1982 et de 1983 n'apportent cependant que des gains territoriaux dérisoires par rapport au prix humain payé. La défensive irakienne est aidée par les livraisons d'armes de l'U.R.S.S. mais aussi de la France dont le gouvernement justifie cette alliance de fait par la nécessité d'aider à la constitution d'un barrage capable d'empêcher le déferlement de la vague islamiste dans les pays du Golfe et du Maghreb. Quant aux monarchies du Golfe, bien qu'elles subventionnent l'effort de guerre irakien, elles se sentent en fait menacées par un double danger. D'un côté la révolution islamique de Téhéran risque de conduire à la subversion des régimes monarchiques et notamment de l'Arabie Saoudite mais, de l'autre, les victoires irakiennes sur l'Iran peuvent entraîner une hégémonie de l'Irak qui ferait du Koweït sa première victime. En 1985, les Iraniens s'orientent vers une tactique d'usure fondée sur des offensives préparées méthodiquement par l'armée régulière. Les Irakiens répliquent par des raids aériens sur les débouchés pétroliers de l'Iran. Menacée d'asphyxie, la République islamique entreprend d'interdire l'utilisation du Golfe à l'ensemble des pays riverains en frappant les pétroliers de diverses provenances. Les pays occidentaux découvrent alors que la perpétuation de cette guerre est intolérable. Leur intervention se traduit par l'envoi de navires de guerre dans la région et, en juillet 1987, par une résolution du Conseil de sécurité sur la nécessité d'imposer un cessez-le-feu. La tension internationale s'accroît durant le pèlerinage à La Mecque de juillet – août 1987. Des incidents entre les

deux parties n'arrivant pas à se mettre d'accord sur la définition des frontières et la mort de Khomeini, en juin 1989, retardant toute décision définitive à Téhéran.

La guerre Iran – Irak et ses millions de morts ne constitue cependant que l'un des volets de l'affrontement entre Riyad et Téhéran au cours de la décennie 1980. Un autre front s'est en effet ouvert en Afghanistan avec l'entrée de l'Armée rouge dans ce pays en décembre 1979.

1.3.2 Le principal terrain de l'affrontement se situe en Afghanistan.

La stratégie de containment que met en œuvre le gouvernement américain dans ce pays dans les années 1980 repose sur une aide massive à la résistance afghane dont une part importante s'inscrit dans la mouvance islamiste. Dans le même temps, l'Arabie Saoudite et les riches monarchies conservatrices du Golfe contribuent au financement du djihad afghan. Ils participent ainsi à une entreprise qui fournit un exutoire aussi radical que la révolution iranienne, mais distinct de celle-ci, à l'ensemble des militants islamistes.

Il leur faut cependant traiter avec des alliés imprévisibles : d'une part les moudjahidines afghans, dont quelques factions seulement se situent dans la filiation wahhabite et d'autre part la fraction la plus extrémiste de la mouvance islamiste armée, les partisans du djihad armé. Dans les camps et les bases d'entraînement autour de Peshawar au Pakistan se constitue un bouillon de culture de l'islamisme international où se mêlent aux Afghans des Arabes et d'autres musulmans. Ce milieu répond aux attentes des Etats qui le parrainent (les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et ses voisins du Golfe ainsi que le Pakistan) mais en même temps développe ses logiques propres qui à partir du début de la décennie 1990 vont se retourner contre ces mêmes parrains. Dans un premier temps, jusqu'au milieu de la décennie 1980, la solidarité islamique internationale est financière et vient en complément du soutien militaire américain aux moudjahidines afghans avec la collaboration de diverses instances

organisations humanitaires islamiques. A partir du milieu de la décennie, cependant, ils commencent à venir comme combattants du djihad. Le personnage charnière du milieu que l'on appellera ultérieurement les Arabes afghans et qui assure l'interface entre cette mouvance et les intérêts saoudiens est un universitaire palestinien, Abdallah Azzam. Pour l'encadrer, il crée en 1984 le Bureau des services aux moudjahidines. Il apparaît alors comme un interlocuteur fiable pour l'establishment saoudien et exerce une forte influence sur les « djihadistes » qui commencent à affluer du Moyen-Orient. Les Arabes participent cependant peu aux combats contre les troupes soviétiques et leurs actes de guerre se produisent surtout après le retrait de celles-ci en février 1989. Pour les « djihadistes » internationaux, le voyage à Peshawar est surtout l'occasion d'une socialisation dans les réseaux islamistes et, pour certains, d'une radicalisation auprès de militants plus « extrémistes » que les parrains saoudiens.

Conclusions de la première partie

L'expansion du mouvement islamiste connaît donc son apogée en 1989. En Afghanistan, l'Armée rouge se retire, consacrant la victoire du djihad et de son parrain saoudien. En Iran, l'ayatollah Khomeini, qui a dû signer l'armistice avec l'Irak, compense l'échec à exporter la révolution iranienne par la célèbre fatwa appelant à tuer Salman Rushdie. La même année naît en Algérie le Front Islamique du Salut. Enfin, la chute du mur de Berlin, prélude à l'effondrement du système communiste, permet à l'islamisme radical de se déployer politiquement au-delà du Rideau de Fer, incluant graduellement les nouveaux Etats musulmans d'Asie centrale, du Caucase et la Bosnie. La disparition du messianisme socialiste semble aussi libérer un espace d'utopie où l'islamisme doit pouvoir s'engouffrer.

Mais le sentiment d'expansion irrésistible qui caractérise alors cette idéologie et les

2 A partir de la décennie 1990 la décomposition et les dérives du mouvement islamiste ont entraîné le déclin de l'islam politique.

Contrairement aux attentes des uns et aux appréhensions des autres, la dernière décennie du siècle ne va pas tenir les promesses des années 1980. Le mouvement islamiste, comme amalgame de groupes sociaux différents soudés dans une idéologie commune, va se désagréger et poursuivre sa course dans un déchaînement inouï de violence et de sanglantes dérives terroristes. Le détonateur du processus va être l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein en août 1990. La deuxième guerre du Golfe va en effet entraîner une scission au sein de la mouvance islamiste et conduire à la dispersion des « djihadistes afghans ». Quant aux dérives terroristes les plus achevées du « djihadisme » issu de l'Afghanistan des années 1980 elles vont se situer en Occident et s'incarner principalement dans la figure emblématique d'Oussama ben Laden.

2.1 La deuxième guerre du Golfe a entraîné une scission au sein du mouvement islamiste.

Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït. Un Etat musulman, qui avait accueilli le dernier sommet de l'O.C.I. et en exerçait la présidence, vient d'être rayé de la carte par un autre membre de cette organisation. Dès le 7 août, le roi Fahd fait appel aux troupes américaines. Dans le cadre de l'opération « Bouclier du désert », des centaines de milliers de soldats non musulmans débarquent dans le royaume, sauvent la dynastie mais ruinent l'édifice élaboré par la monarchie saoudienne pour dominer le monde islamique. La deuxième guerre du Golfe va en effet entraîner une rupture majeure entre le royaume saoudien et la frange radicale du mouvement islamiste mais aussi pénétrer le territoire saoudien et y propager une dissension persistante.

beaucoup d'Arabes et de musulmans. En outre, en menaçant l'Arabie Saoudite, contrainte d'appeler à la rescousse une coalition internationale menée par les Etats-Unis, il révoque la légitimité religieuse de la dynastie. En effet, celle-ci a dû inviter des militaires « infidèles » à souiller le sol prétendument sacré de ce pays. Elle ruine ainsi sa prétention à garder les Lieux Saints de l'Islam. L'offensive irakienne fait donc exploser le consensus laborieusement bâti par le système saoudien et qu'il avait réussi à préserver face à la révolution iranienne. Il s'ensuit que la frange radicale du mouvement ainsi que la jeunesse urbaine pauvre qui s'identifie à elle vont rapidement se retourner contre le royaume saoudien et les réseaux internationaux qu'il contrôle (dans lesquels sont généralement impliquées les classes moyennes pieuses des divers pays musulmans).

Le consensus bâti autour d'un wahhabisme socialement conservateur qui attirait les allégeances grâce à son extrême rigorisme et à sa générosité financière et qui projetait à l'échelle internationale l'alliance entre bourgeoisie pieuse et jeunesse urbaine pauvre ne peut donc plus fonctionner à l'identique après la deuxième guerre du Golfe. Ainsi, dès le début des années 1990, la doctrine ne parvient plus à occulter les clivages sociaux à l'intérieur du mouvement. Les classes moyennes se montrent sensibles aux tentatives de cooptation par les gouvernements en place tandis que la jeunesse déshéritée s'engage dans une dérive de violence et de terrorisme. En conséquence, les deux composantes désunies de la mouvance islamiste ne vont plus parvenir à féconder un mouvement social débouchant sur un succès durable comme celui de la révolution iranienne. La désagrégation du conglomerat islamiste va tout d'abord se manifester par l'apparition de dissensions en Arabie Saoudite.

2.1.2 .La fissure du mouvement pénètre le territoire saoudien lui-même.

Aux lendemains de la guerre, elle y propage en effet une dissension persistante contribuant à ébranler la légitimité religieuse du pouvoir et exposant la fragilité des équilibres

l'establishment religieux qui fournit au pouvoir sa légitimation islamique. Plusieurs prédicateurs se font ainsi les critiques virulents de la présence des militaires occidentaux assimilés à de nouveaux croisés. En mai 1991, une centaine de prédicateurs et d'universitaires islamistes présentent au roi Fahd une « lettre de réclamations ». Elle demande notamment la désignation d'un Conseil consultatif (« majlis ach-choura ») formé d'oulémas. Il doit pouvoir tempérer l'arbitraire monarchique et veiller à ce que le royaume reste fidèle à la norme wahhabite tout en résistant à l'influence néfaste des chrétiens et des juifs. En termes voilés, la critique des signataires porte sur la perte de crédibilité islamique de la monarchie après qu'elle ait été sauvée par des soldats impies.

Le roi Fahd est contraint de prendre ces demandes en considération. Il fait morigéner par le Conseil des Grands Oulémas les jeunes prédicateurs auteurs de l'épître pour l'avoir rendue publique au lieu de la transmettre discrètement. Il annonce ensuite la nomination d'un Conseil consultatif qui intervient en mars 1992. La composition de l'assemblée (70% des conseillers ont étudié en Occident) ne donne cependant pas satisfaction aux islamistes. Ils répliquent en septembre 1992 en rendant public un « mémorandum d'admonestation » qui forme la base des revendications de l'opposition religieuse. Cette attaque en profondeur contre le régime est immédiatement condamnée par le Conseil des Grands Oulémas. Le mémorandum accumule en effet les critiques contre la politique saoudienne et suggère des réformes propres à la rendre plus islamique. Il donne l'image d'un royaume dominé par l'arbitraire, qui n'invoque la religion que pour dissimuler les turpitudes de ses puissants. En mai 1993, des clercs créent une organisation pour relayer le mouvement d'opinion de l'opposition islamiste. Connue à l'étranger sous son sigle anglais de C.D.L.R. (Committee for the Defence of Legitimate Rights : Comité de Défense des Droits Légitimes), elle se réclame en arabe de la défense des seuls droits inspirés par la charia (« lajnat ad-difa' 'an al-huqq ash'shari'a »). En novembre 1995, une étape supplémentaire est franchie. Un attentat à Riyad

2.2 La fissure au sein de l'islamisme a eu pour conséquence la dispersion des « djihadistes afghans » .

La monarchie saoudienne, fragilisée à l'intérieur, connaît, aux lendemains de la deuxième guerre du Golfe, une autre déconvenue venant cette fois de ses enfants prodiges des années 1980, les combattants du djihad afghan. Elle voit en effet se retourner contre elle ceux qu'elles avaient armés et payés (dont notamment Oussama ben Laden). Echappant désormais à tout contrôle, les « djihadistes afghans » deviennent disponibles pour les causes les plus diverses de l'islamisme radical à travers le monde. Dès la chute de Kaboul aux mains de certains partis de moudjahidines en avril 1992, ils commencent à se disperser avec pour destination principale trois pays : la Bosnie, l'Algérie et l'Égypte.

2.2.1 Les « djihadistes afghans » échappent désormais à tout contrôle.

Après le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, en février 1989, le mécontentement apparaît parmi les « djihadistes » frustrés de la victoire promise. Un dirigeant communiste reste en place à Kaboul (jusqu'en avril 1992) et l'allié américain, après le départ de l'Armée rouge, devient sensible aux discours qualifiant certains des « Freedom Fighters » d'hier de dangereux fanatiques. Les chefs des factions les plus philo-wahhabites de la résistance, Hekmatyar et Sayyaf, sont ainsi brutalement privés de tout soutien. Au même moment, pour Riyad, la cause afghane, après la déconfiture soviétique, l'affaiblissement de l'Iran et la mort de Khomeini, perd de son importance stratégique. En outre, après l'invasion du Koweït par l'Irak, l'intervention militaire occidentale devient pour les islamistes la principale grille de lecture du conflit. L'ensemble du mouvement, voyant dans la guerre un complot américano-israélien dont l'objectif est la domination du Moyen-Orient, prend alors fait et cause contre la monarchie saoudienne et l'ensemble des « djihadistes » arabes qui restent basés en Afghanistan basculent dans le même sens, s'émancipant de la tutelle du pouvoir saoudien et

aptes à y former les autres. Des jeunes islamistes venus de tous les pays viennent ainsi se joindre à eux pour des stages de formation. Dans ce milieu coupé des réalités sociales et où le monde est perçu à travers un mélange de doctrine religieuse et de violence armée prend naissance une idéologie islamiste nouvelle et hybride qui fournit une rationalisation à l'existence des militants : le « salafisme djihadiste ». Dans l'acceptation des militants, les salafistes sont ceux qui comprennent les injonctions des Textes sacrés dans leur sens littéral figé par la tradition, incarnée notamment par le grand ouléma du quatorzième siècle Ibn Taïmiyya, référence première des wahhabites. Les « salafistes-djihadistes » combinent donc initialement le littéralisme scriptural avec la priorité donnée au djihad, leur cible principale étant l'ennemi par excellence de la foi, l'Amérique.. Les « salafistes djihadistes » ont enfin des affinités avec un autre mouvement qui apparaît à la même époque, dans la même région et le même contexte : les Talibans. Ils ont notamment en commun un attachement à l'aspect littéral des Textes sacrés et l'usage du « djihad » pour atteindre leurs objectifs. En 1994, ces derniers s'emparent de Kaboul en septembre 1996. A l'automne 1998, ils contraignent leur dernier adversaire, le commandant Massoud à se replier dans son fief de la vallée du Panshir et contrôlent dès lors 85% du territoire afghan. L'apparition concomitante des « salafistes-djihadistes » et des Talibans ainsi que la promiscuité entre les deux mouvements vont laisser ouverte la question de l'emprise de l'un sur l'autre.

Dans l'immédiat, l'effondrement de l'Union soviétique que précipite la débâcle de l'Armée rouge en Afghanistan ouvre aux « salafistes djihadistes » basés entre Peshawar et Kaboul de nouveaux fronts potentiels. Au Tadjikistan voisin, le nouvel Etat indépendant est contesté par une opposition armée dans laquelle la mouvance islamiste radicale joue un rôle non négligeable. De même, dans la république autonome caucasienne de Tchétchénie, la revendication indépendantiste prend, à partir de 1995, des accents de « djihad » et est rapidement appuyé par un groupe de combattants islamistes venus des camps de la frontière

En Bosnie, ils ne vont pas parvenir pas à « réislamiser » le sens de la guerre civile et les accords de Dayton de décembre 1995 vont signer leur échec. L'éclatement de la Yougoslavie sous l'effet des tensions nationalistes avait rappelé au monde l'existence de populations slaves de confession musulmane au centre de l'Europe. En mars 1992, la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, où vit la plus grande partie de ces populations, est rapidement suivie d'une agression militaire des milices serbes contre la capitale du nouvel Etat, Sarajevo. Dans le monde musulman, les réactions font généralement de l'agression serbe et du nettoyage ethnique une lecture en termes confessionnels. On y voit une forme de croisade et un holocauste perpétré pour des raisons religieuses. La Bosnie devient ainsi, de 1992 à 1995, un enjeu pour l'espace de sens islamique. Des « djihadistes » de Peshawar, mais aussi de nouvelles recrues, l'ensemble étant évalué à près de deux mille combattants (dont bon nombre de Saoudiens), viennent alors en Bosnie. Ces volontaires combattent soit de leur propre initiative, soit dans le cadre de la 7^{ème} brigade (« islamique ») de l'armée bosniaque. Ils ne vont cependant pas parvenir à transformer la guerre en un « djihad », le terme ne rencontrant guère d'écho parmi les populations musulmanes locales. Finalement en novembre 1995, les Etats-Unis, et dans une moindre mesure l'Europe occidentale, mettent un terme aux affrontements par les accords de Dayton. Ils se traduisent par une intégration de la Bosnie dans le domaine européen, la déprise de sens islamique sur son devenir et le départ des volontaires venus de Peshawar.

En Algérie, grâce à leur participation aux maquis, les « salafistes djihadistes » vont apporter aux combattants islamistes une plus-value considérable en matière de technique guerrière mais vont propager une idéologie ultra-extrémiste aboutissant à des exactions qui finiront par les couper des milieux sociaux qui leur avaient été les plus favorables. Au moment où débute le conflit en Bosnie se déclenche en effet en Algérie une autre guerre civile où la référence islamiste joue un rôle central. De 1992 à 1997, à la suite de l'interruption des

urbaine pauvre, elle s'identifie dès les premières années de la guerre civile, à la nébuleuse de groupes armés qui prend le nom de Groupe Islamique Armé (G.I.A.). Préconisant une guerre totale contre le pouvoir, le G.I.A. rassemble, autour d'un noyau d'anciens « Arabes afghans », un mouvement « salafiste djihadiste » particulièrement violent. Il est à l'origine d'une série de massacres de civils dans la banlieue d'Alger à l'automne 1997 et finit par se couper de sa base populaire au moment où l'A.I.S. proclame une « trêve unilatérale » avec le pouvoir. Son échec, celui de la jeunesse démunie radicalisée, prive la mouvance islamiste de sa composante populaire, désormais incapable de se mobiliser comme elle l'avait fait de 1989 à 1991, donnant ainsi au F.I.S. la masse critique qui lui avait permis de l'emporter dans les urnes. Pour cette raison, le pouvoir algérien conserve la maîtrise de la situation politique au sortir de la guerre civile et parvient à absorber les classes moyennes pieuses. L'échec des islamistes algériens est consommé en 1996-97 lorsqu'il devient clair que la stratégie du « djihad » a perdu tout soutien populaire et s'est transformée en un terrorisme auto-destructeur.

En Egypte aussi, les « djihadistes afghans » vont rapidement s'aliéner une population qui ne se reconnaît pas dans des modes d'action et une doctrine mûris dans les camps autour de Peshawar. En effet, au moment où la guerre civile ravage l'Algérie, l'Egypte est touchée par une vague de violences de grande ampleur qui oppose l'Etat aux groupes islamistes radicaux. En 1992, la gama' a islamiyya assassine au Caire l'auteur laïque Farag Foda et donne ensuite l'impression d'agir sans frein dans la haute vallée du Nil. Ses militants, outre le harcèlement et le meurtre des membres de la minorité chrétienne, les coptes, entreprennent d'assassiner des touristes et des officiers des forces de sécurité. En décembre 1992, quatorze mille soldats et policiers investissent le quartier populaire d'Embaba que la gama' a avait transformé en « zone islamique libérée ». La vague de violence qui déferle ensuite sur l'Egypte culmine avec le massacre de soixante personnes, essentiellement des touristes, à Louxor en novembre 1997. Cette tuerie est la dernière que revendique la mouvance islamiste

« djihadistes afghans » et les aspirations sociales et politiques qu'avait traduites la progression régulière de l'islamisme tout au long des années 1980 a contribué à lui donner un coup d'arrêt. Cet échec va se manifester de manière plus extrême encore dans les pays occidentaux.

2.3 Les dérives terroristes les plus achevées du courant «djihadiste » issu de l'Afghanistan des années 1980 se situent en Occident et s'incarnent dans la figure d'Oussama ben Laden

Le décalage entre la logique politico-religieuse sectaire des « salafistes-djihadistes » et les réalités sociales du monde dans lequel ils évoluent va conduire à un échec politique encore plus extrême dans les pays occidentaux. Après 1992, certains militants vont en effet chercher un asile en Occident et de sanctuaires et refuges au début, ces pays vont devenir, pour les plus importants d'entre eux, les Etats-Unis et la France, des cibles de la violence et du terrorisme islamistes. Dans ce cadre, la dérive terroriste la plus extrême du mouvement va s'incarner dans la figure emblématique d'Oussama ben Laden.

2.3.1 La dispersion des « salafistes jihadistes » issus de l'Afghanistan des années 1980 s'est étendue à l'Occident.

Les Etats-Unis avaient joué un rôle pionnier dans le financement du « djihad » afghan pendant la décennie 1980 et avaient facilité les déplacements, voire la venue sur le territoire américain, de prédicateurs et de recruteurs. Ainsi par exemple, en 1986, le cheikh Omar Abd ar-Rahman avait obtenu, par le biais de la C.I.A., son premier visa américain. Cependant, dès 1990 – 1991, s'effectue un retournement de l'opinion et des élites dirigeantes. Les « Freedom Fighters » islamistes sont soudainement présentés comme des terroristes et des criminels fanatiques. En juin 1992, le cheikh Abd ar-Rahman est menacé d'expulsion du territoire américain. Il rassemble des soutiens parmi des juristes défenseurs des droits de l'homme, sans pour autant cesser de prêcher le « diïhad ». A ce moment gravite autour de lui un cercle

Au même moment, d'autres dirigeants « salafistes djihadistes » trouvent asile dans les pays européens et y constituent des réseaux de financement et d'approvisionnement des fronts. Ainsi en Scandinavie, une tradition généreuse du droit d'asile permettent à plusieurs d'entre eux d'y trouver un havre sûr. Quant à la France et le Royaume-Uni, ils adoptent d'emblée des positions opposées. Londres accorde libéralement l'asile aux militants islamiques, tandis que Paris leur ferme les frontières du pays. La Grande-Bretagne devient, dès le début des années 1990, la plaque tournante du mouvement où se reconstitue un petit monde du Peshawar des années 1980 : le fameux « Londonistan ». En France en revanche, le gouvernement redoute la pénétration des « djihadistes » arabes parmi les quelque trois millions de Maghrébins et leur rend l'accès à son territoire difficile. Finalement, le « djihad » contre la France est lancé en décembre 1994 avec le détournement d'un Airbus d'Air France au départ d'Alger. Il culmine dans des attentats sur le territoire français à l'été et à l'automne 1995 (huit attentats faisant dix morts et plus de cent soixante-quinze blessés) et se prolonge jusqu'au massacre des moines de Tibéhirine retrouvés décapités en mai 1996. Les exécutants se réclament de l'appui du G.I.A.. Par la suite, le démantèlement des réseaux et l'image catastrophique de l'islamisme militant produit par cette vague de terrorisme dans la société française gêne le développement ultérieur du mouvement parmi les jeunes Maghrébins en France. Les événements de 1995 ont en effet suscité une réprobation massive dans la population d'origine musulmane. Ce faisant, les dérives terroristes ont contribué à couper les groupes les plus radicaux de la jeunesse urbaine pauvre qu'ils aspiraient à représenter et affecté l'alliance entre celle-ci et les classes moyennes pieuses. Comme en Algérie ou en Egypte, elles se sont en fait retournées contre les intentions politiques de leurs auteurs.

2.3.2 La dérive la plus achevée et médiatique du courant « salafiste – djihadiste » s'incarne dans la figure d'Oussama ben Laden.

Promu par le gouvernement des Etats- Unis au rang d'ennemi public numéro un, il va

1930 en Arabie Saoudite. Sachant séduire le monarque saoudien par ses talents de constructeur de palais, il doit à sa faveur de devenir le plus grand entrepreneur de travaux publics du royaume. Les enfants ben Laden sont éduqués avec les princes saoudiens en dépit de l'origine roturière et yéménite de leur père qui compense celle-ci par un investissement considérable dans le champ religieux. Etudiant à l'université de Djedda, Oussama ben Laden aurait suivi des enseignements dispensés, dans les matières islamiques, par Abdallah Azzam, le futur héraut du « djihad » en Afghanistan. Il effectue son premier voyage à Peshawar après l'entrée de l'Armée rouge à Kaboul en décembre 1979. Jusqu'en 1982, il lève des fonds pour la cause et, cette année-là, il se transporte en Afghanistan. Deux ans plus tard, il établit la première maison d'hôtes pour les « djihadistes » arabes à Peshawar, en coordination avec Abdallah Azzam. A eux deux, ils se font fort d'attirer et d'encadrer les milliers de volontaires qui commencent à arriver. En 1986, il établit ses propres camps en Afghanistan et, vers 1988, il commence à constituer une base de données des « djihadistes » qui y transitent. Une structure organisationnelle est alors érigée autour d'un fichier informatisé dont l'appellation arabe, al Qa'ida (la base de données), va devenir célèbre une dizaine d'années plus tard.

Le régime saoudien commence alors à se méfier de ce personnage incontrôlable. En 1989, il est retenu dans le royaume à l'occasion d'un voyage et privé de son passeport. Après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 et le déploiement en Arabie Saoudite des troupes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis, il rejoint les cercles qui lui sont hostiles. Inquiété par le régime, il parvient en avril 1991 à s'enfuir à l'étranger : au Pakistan, en Afghanistan puis finalement au Soudan. Il rompt alors radicalement avec le système saoudien et son protecteur américain et est déchu de sa nationalité en avril 1994. Khartoum, soumis à des pressions internationales finit par le faire partir et, à l'été 1996, il revient en Afghanistan. Dès juin, un attentat dans le camp militaire américain de Khobar, en Arabie Saoudite, qui coûte la vie à dix-neuf soldats américains, lui est imputé. Il ne le revendique pas

contre les Juifs et les Croisés » dont la charte fondatrice est cosignée par le dirigeant du groupe égyptien Al Djihad, le docteur Ayman az-Zawahiri. Ce texte reprend les accusations antérieures contre « l'alliance sioniste croisée » et émet une fatwa stipulant que chaque musulman a le devoir personnel de tuer les Américains et leurs alliés, civils et militaires, partout où cela est possible.

Le 7 août suivant (huitième anniversaire de l'arrivée des troupes américaines en Arabie Saoudite à l'appel du roi Fahd), deux déflagrations simultanées détruisent les ambassades des Etats-Unis à Nairobi (Kenya) et Dar as-Salaam (Tanzanie). La première fait 213 morts et plus de 4500 blessés, la seconde 11 morts et 85 blessés. Les autorités des Etats-Unis ne tardent pas à incriminer ben Laden. En représailles, une usine chimique à Khartoum et des camps d'entraînement en Afghanistan sont la cible d'attaques de missiles de croisière. Le 20 août, ben Laden est inculpé de conspiration par la justice américaine et sa tête mise à prix pour 5 millions de dollars. Dans des entretiens qu'il accorde à la presse depuis son refuge afghan, il laisse planer le doute sur son implication directe dans ces attentats, tout en se félicitant qu'ils aient eu lieu. Les attentats du 11 septembre 2001 reproduisent, à une échelle beaucoup plus grande, exactement le même scénario. Al Qaida, comme les groupes terroristes en général, a en effet des pratiques récurrentes. Elle opère notamment sur la base d'une véritable division du travail : un groupe qui collecte les informations sur les cibles, un groupe s'occupant de la logistique et un groupe qui monte l'attentat, cette division impliquant un endoctrinement profond des « kamikazes » et leur insertion discrète dans la société américaine. Pour le reste, le 11 septembre reste un attentat « classique ». Les attentats de 1983 et de 1984 contre les Français et les Américains au Liban avaient aussi été le fait de kamikazes tandis que le détournement simultané d'avions est une technique qui date des années 1970. La vraie nouveauté réside dans le bilan : 3034 morts à New York dont 2801 retirés des décombres des deux tours jumelles du World Trade Center, 189 morts ou disparus à Washington dont 124

Les attentats du 11 septembre, à une moindre échelle les tueries de Nairobi et de Dar as-Salaam mais aussi celles de Louxor en novembre 1997 ou d'Algérie à la même époque semblent en fait toutes s'inscrire dans la même logique. Il semble que, pour le courant islamiste extrémiste, la terreur à grand spectacle soit l'occasion, grâce à la couverture médiatique qu'elle procure, de se poser en champion de la cause et de tenter ainsi de retrouver la faveur populaire en l'absence de travail effectif d'implantation sociale. Il s'agit cependant d'un pari hasardeux, qui, à côté de quelques manifestations momentanées de sympathie, engendre à terme une hostilité bien plus grande dans les classes moyennes pieuses.

Conclusions de la deuxième partie

La désagrégation du conglomerat islamiste sunnite bâti par l'Arabie Saoudite, après 1990, puis la dispersion dans le monde, à partir de 1992, des « salafistes djihadistes » auparavant concentrés entre Kaboul et Peshawar apparaissent donc comme des phénomènes cruciaux. La dispersion des militants a notamment semblé exprimer l'expansion fulgurante de l'islamisme radical, exaltant l'enthousiasme des zélotes qui voyaient partout des coups portés aux « impies » et aux « apostats », dans les pays musulmans mais aussi sur le territoire de l'Occident. Pourtant, la violence même de ces opérations, menées par des groupes radicaux coupés de toute base sociale, enchevêtrés dans des manipulations obscures et en définitive incapables de construire l'Etat islamique, a eu un effet contraire aux attentes de leurs partisans. Elle a notamment encouragé les classes moyennes pieuses à prendre ses distances avec la frange radicale de l'islamisme et, en cela, a contribué à précipiter le déclin du mouvement et à mettre en lumière un échec politique patent.

L'image de la mouvance islamiste, au delà de sa seule fraction la plus extrémiste, en est donc globalement sortie ternie dans les populations musulmanes. Plus encore, les voix mêmes qui s'élevaient, en Occident, pour favoriser la venue au pouvoir des Frères musulmans et

3 Le déclin de l'islamisme et ses dérives terroristes ont conduit à une redéfinition de la politique des Etats-Unis à l'égard du mouvement et fait apparaître des mutations en son sein.

Les attentats du 11 septembre ont eu une conséquence majeure pour le mouvement islamiste et contribué à mettre en évidence deux mutations majeures en son sein. La conséquence la plus immédiate et la plus logique est qu'il est désormais perçu clairement par les Etats-Unis comme une menace (ce qui est nouveau), d'où une série d'actions en riposte contre les islamistes radicaux mais aussi une redéfinition de la politique américaine à l'égard du mouvement dans son ensemble et de l'islam. Ils ont ensuite contribué à mettre en lumière certaines évolutions au sein du « conglomérat islamiste » : l'intégration dans les jeux politiques nationaux d'une part et de l'autre l'émergence d'un radicalisme renouvelé (le néo-fondamentalisme) mettant en scène un nouveau type de militants, les internationalistes islamistes d'Occident.

3.1 Au lendemain des attentats du 11 septembre, l'islamisme est désormais perçu par les Etats-Unis comme une menace qu'il faut combattre.

Il s'agit bien d'un fait nouveau. Jusqu'à cette date, en effet, la menace en provenance des pays musulmans n'avait jamais été appréciée par les Etats-Unis en termes de radicalisme religieux (à la différence de l'Europe et notamment de la France) mais plutôt de positionnement politique des régimes et des mouvements. Ce n'était pas l'idéologie qui comptait mais les buts stratégiques et l'Irak laïc était perçu comme une menace aussi grande que l'Iran islamique. En conséquence, les Américains n'avaient pas hésité en Afghanistan à soutenir des mouvements fondamentalistes ayant des objectifs régionaux communs avec eux. Même après les attentats contre les ambassades américaines en Afrique de l'Est (en août

3.1.1 La guerre contre le terrorisme a induit des action de riposte contre la mouvance islamiste radicale.

Dans les semaines qui ont suivi les attentats, elle a entraîné le déclenchement d'une première opération militaire d'envergure : la campagne d'Afghanistan, qui avait pour but de renverser le régime des Talibans et de le remplacer par un pouvoir qui ne soit pas susceptible de donner asile à des terroristes. Le terme de guerre masque cependant le fait que l'essentiel de l'effort contre le terrorisme n'a rien de militaire mais relève du jeu classique des services de sécurité : réorientation des opérations de police vers la lutte contre le terrorisme, amélioration de l'arsenal juridique et extension de la coopération avec les services des pays alliés. Quant à la dimension militaire, elle repose sur un principe simple. Il faut aller chercher les terroristes partout où ils se trouvent et il ne saurait y avoir de sanctuaire.

Or deux sortes de sanctuaires peuvent exister sur le territoire d'un Etat, selon que cet Etat soutient les terroristes et refuse de les expulser (l'Afghanistan des Talibans) ou selon qu'il est trop faible pour agir car il ne contrôle pas son propre territoire (Yémen, Philippines, Somalie, voire le Pakistan). La première chose à faire est donc d'exiger que l'Etat en cause choisisse son camp. C'est l'ultimatum présenté par Washington, juste après le 11 septembre, aux Talibans, au Pakistan (le général Moucharraf changeant immédiatement de politique) et plus discrètement au Soudan et au Yémen. Tous les Etats concernés, sauf l'Afghanistan, se déclarent alors prêts à coopérer avec les Etats-Unis. Il s'ensuit que l'attaque terrestre sur le territoire afghan devient à la fois inéluctable, techniquement réalisable et politiquement assumable. Les buts de guerre sont clairs : détruire le régime taliban et l'infrastructure d'Al-Qaida et s'emparer de ben Laden. Le premier objectif relève d'une campagne militaire et le second de facteurs plus complexes : renseignements, mobilité et chance. Les opérations militaires proprement dites (l'opération « enduring freedom ») sont déclenchées dès le 7 octobre 2001. L'armée américaine s'appuie sur l'Alliance du Nord, tout en s'efforçant de

Sans entrer dans la complexité du jeu politique qui a suivi la défaite des Talibans, il convient de faire une remarque sur l'impact de la campagne d'Afghanistan. La mouvance islamiste radicale semble avoir disparu de ce pays, soit parce que les islamistes sont devenus des nationalistes (le Jamiat-i islami du commandant Massoud par exemple), soit parce qu'ils ont été écrasés militairement (les Talibans et les militants d'al-Qaïda). Les chefs politico-militaires afghans sont désormais incapables de faire l'économie d'une sorte de tutelle internationale sur le pays et il est probable que les Américains resteront tant que le fantôme de ben Laden continuera de planer sur le pays. La mouvance islamiste radicale et notamment le courant « salafiste-djihadiste » ne disposent donc plus désormais (et pour longtemps) de leur principale base arrière et du sanctuaire à partir desquels ils pouvaient auparavant lancer leurs attaques contre l'Occident.

3.1.2 Les attentats du 11 septembre ont aussi fait évoluer l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'islam et de l'islamisme.

Il était inévitable qu'ils entraînent en Amérique un débat sur la religion islamique et sur sa place en Occident. En ce qui concerne l'islam, les Etats-Unis (comme l'Europe) se trouvent en effet face à deux contraintes : une présence musulmane due à une immigration désormais enracinée et un réseau d'alliances ou de relations privilégiées avec des pays musulmans importants, comme l'Egypte ou l'Arabie saoudite, relations où le facteur pétrolier joue souvent un rôle clé. A ce niveau, la volonté de ne pas diaboliser l'islam répond à des considérations d'ordre public mais aussi politiques et stratégiques. Ainsi, les autorités politiques américaines se sont globalement tenues à distance du paradigme des civilisations antagonistes.

Les attentats du 11 septembre ont donc lancé un intense débat intellectuel aux Etats-Unis. Les spécialistes universitaires de l'islam et du Moyen-Orient se sont d'abord vus dénoncés par les républicains conservateurs partisans d'un soutien accru à Israël pour leur

les Etats-Unis. Il restait donc, comme toujours, une explication de type culturaliste, le problème étant l'islam et le débat se concentrant aux Etats-Unis sur ce thème.

Au printemps 2002, une série de discours est cependant venu établir une ligne nouvelle. La nouvelle doctrine recommande de soutenir un « bon » islam contre un mauvais. Cela va de pair avec la volonté de présenter l'unilatéralisme américain sous une forme plus subtile, l'idée de fond étant qu'il est en fait conciliable avec les intérêts d'autres pays (les valeurs définies par l'Amérique étant considérées comme universelles). La politique proposée consiste donc à promouvoir un islam modéré et libéral, compatible avec les valeurs occidentales et les aspirations de la masse des musulmans, en particulier de ceux qui vivent en Occident. Washington pense ainsi avoir identifié le problème et trouvé des solutions. Il s'agirait de l'islamisme radical dans son expression politique et sa forme religieuse tel qu'il est enseigné dans les réseaux de madrasa traditionnelles. La solution consisterait dès lors à inculquer des valeurs nouvelles en finançant des programmes d'enseignement. L'idée correspond à une tendance lourde aux Etats-Unis et s'inscrit dans une continuité de la politique américaine depuis la chute du communisme, à savoir l'exportation des valeurs américaines par un travail en profondeur sur une société donnée.

Cette approche de l'islam suscite cependant quelques interrogations. La constitution d'un islam modéré breveté « made in the West » risque tout d'abord de le détruire. En effet, désigner d'en haut de bons musulmans risque fort d'être contre-productif. On mettra ainsi en avant des personnalités dépourvues de crédibilité ou l'on discréditera des intellectuels musulmans ayant une pensée originale et une formation incontestable. D'autre part, le terreau de la radicalisation n'est pas l'enseignement religieux (même s'il permet de la rationaliser) mais la frustration devant des situations qui paraissent inextricables : Palestine, crise identitaire, mondialisation...etc. Ainsi, il apparaît aujourd'hui que la plupart des cadres de la

qu'il s'agisse des combattants tchéchènes ou palestiniens, ou tout simplement de clandestins tentant de « faire leur trou » en Amérique. De même, le succès « technique » de l'opération ne doit pas masquer le fait que ses seuls effets stratégiques à ce jour ont été la reformulation par les Américains de la menace et de la manière d'y répondre ainsi que la destruction du sanctuaire afghan. Il semble donc l'initiative soit désormais davantage à Washington que dans les régions reculées d'Afghanistan ou du Pakistan où pourrait survivre un éventuel état-major ben-ladeniste.

3.2 Les grands mouvements islamistes sont devenus nationalistes et se sont intégrés dans les jeux politiques nationaux.

Si les mouvements néo-fondamentalistes (dont il sera question plus loin) ont pu se développer et si un nouveau radicalisme, incarné par ben Laden, tente aujourd'hui de continuer le combat contre l'Occident, c'est en partie parce que les grands mouvements islamistes classiques ont évolué. Ils ont en effet abandonné l'internationalisme, se sont désidéologisés, sont devenus des forces nationales et sont entrés dans le jeu politique sur des programmes mêlant lutte contre la corruption, conservatisme et nationalisme.

3.2.1 Les mouvements islamistes sont devenus plus nationalistes qu'islamistes.

Les grands mouvements islamistes qui avaient tenu le haut du pavé dans les années 1970 et 1980 ont presque tous quitté le terrain de la violence politique et semblent être devenus plus nationalistes qu'islamistes (même si leurs programmes de politique intérieure restent très conservateurs). Ainsi, sur les grands thèmes de politique étrangère, ils se retrouvent souvent en accord avec ce qui reste de la gauche nationaliste, en particulier le soutien aux Palestiniens et l'hostilité envers Israël, qui ne sont en rien la marque d'une

l'Iran s'est même retrouvé dans le même camp que les Russes, les Indiens et les Américains pour soutenir l'Alliance du Nord contre les Talibans. Téhéran a enfin vivement condamné les attentats du 11 septembre par la voix du Guide lui-même et pas seulement du président libéral Mohammed Khatami. Cette nationalisation du chiisme révolutionnaire iranien peut s'expliquer par la pratique du pouvoir, qui conduit à l'identification avec un Etat-nation et avec un espace politique spécifique, et donc au pragmatisme et au réalisme

On observe aujourd'hui le même phénomène dans presque tous les mouvements islamistes. Le Hezbollah libanais se comporte ainsi avant tout comme un mouvement nationaliste et est largement reconnu comme tel par les chrétiens du Liban. De même, au Tadjikistan, le Parti de la Renaissance Islamique (P.R.I.) est devenu, une fois associé au pouvoir en 1997, complètement nationaliste, défendant l'identité tadjik contre les Talibans (en soutenant le commandant Massoud) et les Ouzbeks. Quant au jamiat-i-islami afghan, le parti de Massoud, il n'a plus aucune référence islamiste et se présente comme un parti national, avec une base fortement marquée sur le plan ethnique. La nationalisation de l'islamisme est aussi clairement illustrée par le cas de la Palestine. En effet, les partis islamistes palestiniens (Djihad, Hamas) ne critiquent jamais Arafat sur l'islam mais sur ses compromis avec Israël. En outre, depuis le début de la deuxième Intifada, les mouvements laïques et islamistes sont devenus indiscernables (les chefs des deux mouvements participant le plus souvent ensembles aux funérailles des militants). Un dernier aspect important (et non des moindres) de la priorité donnée au jeu national est le relâchement des liens avec les diasporas qui ne suivent pas le mouvement et deviennent donc plus internationaliste.

Ainsi, à la fin des années 1990, on peut constater que presque tous les grands mouvements islamistes sont devenus davantage nationalistes qu'islamistes. Leur champ d'action est désormais limité à un seul pays et cette nationalisation va de pair avec

De même, le F.I.S. algérien, qui a renoncé à la lutte armée, continue en vain de défendre une approche pluraliste. En effet, sa branche armée, l'Armée Islamique du Salut (A.I.S.) a proclamé la trêve (après avoir été attaquée autant par le G.I.A. que par l'armée algérienne). En outre, les mouvements islamistes, en mobilisant des catégories sociales exclues du jeu politique et en offrant une alternative idéologique au clientélisme et au clanisme, contribuent à structurer la scène politique de certains pays. La révolution islamique iranienne, par exemple, a renforcé l'Etat en politisant la population, en intégrant les « déshérités », en étendant le système éducatif (et donc l'usage de la langue officielle) et surtout en mettant fin à la dichotomie entre le clergé et le pouvoir politique.

Cependant, hormis à de grands moments (révolution iranienne, élections algériennes de 1991), les partis islamistes plafonnent en général à autour de 20% des voix (lorsqu'on les laisse participer aux élections). Alors même que les Etats auxquels ils sont confrontés sont loin d'être solides, il semble qu'ils n'arrivent pas à capter l'essentiel de la contestation. Les Frères musulmans égyptiens, comme le F.I.S. algérien, apparaissent en fait sur la défensive, pris entre la répression étatique et l'activisme de groupes plus radicaux. Quant aux Frères jordaniens ou koweïtiens intégrés dans le jeu parlementaire, ils se voient réduits à se faire les chantres d'une islamisation légale qui ne gêne pas les pouvoirs en place. Les Frères syriens, enfin, ne profitent pas de la disparition du président Hafez al-Assad.

Dans ce cadre, quelles sont les perspectives politiques de l'islamisme ? Elles semblent en fait limitées et dépendent largement du cadre politique de chaque pays. En outre, la tendance lourde de l'islamisme centriste semble être l'intégration dans les jeux politiques nationaux sur un mode relativement proche de celui de la démocratie chrétienne en Europe dans les années 1950. Cette insertion suppose cependant, sinon la démocratie, du moins un minimum d'ouverture politique. Or rien n'est encore acquis, les régimes laïques, assurés du

3.3 *Le néo-fondamentalisme continue aujourd'hui d'occuper le terrain du radicalisme.*

Le néo-fondamentalisme est le terme utilisé par un certain nombre d'auteurs pour désigner le salafisme dans l'expansion duquel on a vu que l'Arabie Saoudite avait joué un rôle clé à partir des années 1980 afin de couper l'herbe sous le pied du chiisme iranien, du communisme, voire même du nationalisme arabe. Les mêmes éléments doctrinaux continuent aujourd'hui de le définir : son scripturalisme théologique et son anti-occidentalisme culturel. Il a cependant aussi sensiblement évolué, notamment dans ses objectifs et ses acteurs. Il ne s'agit pas d'un mouvement constitué mais d'une mouvance visant désormais moins à conquérir le pouvoir et construire l'Etat islamique qu'à créer des espaces locaux islamisés. D'autre part, il met en scène un nouveau type de militants radicaux, les internationalistes islamistes d'Occident.

3.3.1 *Le néo-fondamentalisme est une mouvance cherchant désormais moins à conquérir le pouvoir qu'à créer des espaces locaux islamisés.*

Ceux qui se réclament aujourd'hui du salafisme incarnent une tendance très conservatrice proche du wahhabisme saoudien (et souvent identique à lui). Il représente une vision très stricte et littéraliste du message coranique. La conséquence de ce rigorisme, dans un monde globalisé, est le refus explicite de l'influence de tout ce qui n'est pas strictement islamique et notamment de l'influence occidentale. En outre, ce qui permet aux néo-fondamentalistes de penser le refus de l'Occident est le refus du concept même de culture au profit de celui de religion, ramené à une foi qui s'exprime dans un simple code (le licite et l'illicite). Les salafistes sont donc très réticents devant toutes les formes d'intégration aux sociétés occidentales. Ils en rejettent même le cadre légal, condamnant ainsi les mariages civils, la participation aux élections, les rencontres avec des organisations non

Le néo-fondamentalisme est une mouvance. Des réseaux informels (fondés souvent par des élèves de cheikhs connus) côtoient en effet des mouvements très centralisés. D'autre part, les mouvements qui existaient dans un espace géographique précis (Arabie pour les wahhabites) sont devenus transnationaux. L'évolution d'un parti comme le Hizb ut-tahrir montre le glissement de l'islamisme au salafisme. Il a été créé en 1953 à Amman par des Frères musulmans palestiniens qui reprochaient aux autres branches de la confrérie leur manque de soutien aux Palestiniens. Le nom du parti « parti de la libération » (sous-entendue de la Palestine) est donc clair. Or ce mouvement a évolué depuis les années 1970 et il prône désormais la création d'un califat qui s'étendrait à l'ensemble du monde musulman. Il n'a en fait plus rien de palestinien et le parti est désormais basé à Londres. Le Hizb ut-tahrir, qui a fait une double percée en Europe du Nord et en Asie centrale, est extrêmement virulent dans sa rhétorique, mais s'abstient de toute action armée ou terroriste. Hors des mouvements constitués, on trouve également dans la mouvance néo-fondamentaliste nombre de prêcheurs célèbres (Abou Hamza par exemple) ou plus obscurs, dont beau coup de convertis, parfois antillais ou sud-africains et dont la langue principale est l'anglais. La plupart des réseaux d'enseignement et de prédication ont une connexion saoudienne et leurs leaders ont souvent étudié en Arabie Saoudite.

L'extension du néo-fondamentalisme s'explique en fait parce qu'il correspond à des phénomènes liés à la globalisation : déstructuration des sociétés traditionnelles et refondation de communautés imaginaires à partir de l'individu. Il va ainsi de pair avec la globalisation. Obsédé par le retour au « vrai islam », il veut en effet épurer les pratiques du croyant de tout ce qui ne relève pas du seul islam et il définit- un musulman abstrait dont la pratique serait la même quel que soit l'environnement social et culturel. Cet islam épuré devient de fait compatible avec n'importe quel contexte. On comprend dès lors la facilité avec laquelle il prend pied en Occident chez des jeunes déjà déracinés, déculturés et désocialisés. Cet islam se

s'ensuit que les néo-fondamentalistes se désintéressent de la construction de l'Etat islamique et travaillent désormais davantage à mettre en place des espaces islamisés locaux qu'à prendre le pouvoir. Ces derniers se retrouvent aujourd'hui dans les banlieues des grandes villes (souvent occidentales), dans les camps de réfugiés (par exemple palestiniens) et dans des zones tribales reculées du Pakistan ou du Yémen (sous la forme d' «émirats islamiques»). Il s'ensuit que les nouveaux sanctuaires des radicaux ne sont plus étatiques mais tribaux et que les Américains ont par exemple été contraints, au lendemain de la campagne d'Afghanistan, de se lancer à la recherche de ben Laden dans les zones tribales du Pakistan.

Il ne semble pas que cette dernière évolution puisse être interprétée comme le signe d'une nouvelle montée en puissance (sous des formes renouvelées) de l'islam politique. Elle traduit plutôt le fait qu'en devenant transnational, le radicalisme islamique contourne les Etats, pose des problèmes de sécurité et de société mais ne parvient plus à constituer une véritable menace stratégique (comme c'était le cas de l'Iran dans les années 1980).

3.3.2 Les nouveaux radicaux sont des produits de la globalisation et de l'occidentalisation.

La base militante du néo-fondamentalisme est aujourd'hui double avec d'une part des combattants des luttes locales (Afghanistan, Cachemire, Philippines) et, d'autre part, des militants internationalistes qui viennent comme force d'appoint ou tentent de porter la lutte au cœur de l'empire dominant. La première « génération ben Laden » présentait des traits communs. Tous ses membres étaient originaires du Moyen-Orient et étaient directement venus en Afghanistan. Or, après 1992, on assiste à un changement structurel parmi les recrues de l'islamisme radical, à savoir l'apparition de jeunes déracinés n'ayant pas de passé militant et venant d'Europe. Dès 1994, on ne trouve d'ailleurs plus de militants venus directement de pays du Moyen-Orient en Afghanistan. Le passage par l'Europe est systématique et c'est là

politique est donc concomitant du retour au religieux. Ils ont enfin rompu avec leur famille, leur pays d'origine et leur pays d'accueil et ont rejoint une fraternité internationale. Ainsi, toutes les familles ou presque se déclarent surprises et atterrées de découvrir la mort par attentat-suicide d'un de leurs proches ou sa présence à Guantanamo.

Les auteurs des attentats du 11 septembre 2001 : l'Égyptien Mohammed Atta né en 1968, l'Émirien Marwan ash-Shihi né en 1978 et le Libanais Ziad Jarrah né en 1975, étaient tous de famille aisée et avaient mené une vie très occidentalisée. Ils avaient quitté leurs pays respectifs entre 1992 et 1996 pour Hambourg où ils étudiaient l'architecture, l'ingénierie ou les sciences appliquées. Peu à peu, ils se sont réislamisés dans la cadre de la mosquée où ils s'étaient rencontrés. Leurs familles avaient de moins en moins de nouvelles d'eux. Il semble qu'en 1997, tous soient allés en Afghanistan où ils auraient séjourné une année. En mai – juin 2000, ils sont partis aux États-Unis où ils se sont inscrits dans des écoles de pilotage. Quant à Zacarias Moussaoui, il est né en 1968 à Saint-Jean-de-Luz. Il a passé son bac et est parti en Grande-Bretagne en 1992. Comme d'autres radicaux, il a fréquenté la mosquée de Brixton et s'est réislamisé. Il a vu sa mère pour la dernière fois en 1997 et a été arrêté en août 2001 dans une école de pilotage américaine. Le Français Hervé Djamel Loiseau, mort en Afghanistan en novembre 2001 à l'âge de 28 ans, était né à Paris, d'un père algérien non pratiquant et d'une mère française. Il était parti en Arabie Saoudite en mars 1998, puis deux ans plus tard au Pakistan et en Afghanistan. Le réseau Beghal, démantelé à l'été 2001, reposait sur le même type d'acteurs. Djamel Beghal (qui projetait un attentat contre l'ambassade des États-Unis à Paris) était un Algérien de 36 ans habitant Corbeil-Essonnes et marié à une Française. En 2000, il s'est rendu en Afghanistan avec sa femme (voilée) et ses enfants et a été arrêté au retour.

Inutile de poursuivre la liste. On voit que les nouveaux radicaux impliqués dans des

londonienne de Finsbury Park. Beaucoup de jeunes trouvent dans le discours anti-occidental des dirigeants néo-fondamentalistes en Europe un moyen de rationaliser leur exclusion et leur opposition. Abou Qatada et Abou Hamza prêchent par exemple régulièrement sur le thème de la fallacité de l'intégration. Or, le phénomène de la communauté locale autour d'un imam charismatique isole et contribue à créer des isolats incapables de peser à long terme sur la vie politique des sociétés dans lesquelles ils s'insèrent.

Les réseaux radicaux internationalistes apparaissent donc comme marginaux et le resteront probablement tant qu'ils n'auront pas de véritable stratégie pour déterminer leur action. Le problème du néo-fondamentalisme est qu'il ne correspond en rien à la constitution d'un mouvement de type révolutionnaire. Il n'y a ni parti politique organisé, ni organisations frontistes pour mobiliser les masses, ni relais dans la société, ni presse, ni compagnons de route. Le peuple est laissé sur le bord de la route, en téléspectateur ou en amateur de jeux vidéo.

Conclusions de la troisième partie

Il semble que les évolutions les plus contemporaines de l'islam politique soient davantage l'expression d'un déclin continu et progressif que d'une quelconque remontée en puissance et nouvelle expansion de l'islamisme. Il semble que les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 aient été globalement négatives pour le mouvement : perte du sanctuaire afghan, reformulation par les Américains de la menace et de la manière d'y faire face. D'autre part, la nationalisation et la relative intégration au jeu politique des grands mouvements islamistes ont surtout contribué à renforcer les Etats-nations. Enfin, les réseaux radicaux internationaux peinent à mettre en place des stratégies d'action crédibles, celle attribuée à ben Laden de faire tomber le régime saoudien en provoquant une réaction américaine au Moyen-Orient n'ayant pas encore abouti à ce résultat.

CONCLUSION

Il semble donc que la voie révolutionnaire suivie par l'islamisme ait globalement été un échec. On a vu que l'activisme de ses militants n'était pas parvenu à obtenir des changements de régime dans les pays arabes et que l'Iran restait à ce jour le seul pays où une véritable révolution islamique ait eu lieu. En outre, l'impossibilité d'instaurer un ou des Etats islamiques a contribué à la désagrégation du mouvement, précipitant ainsi le déclin de l'islam politique, mais aussi le glissement d'un islamisme tiers-mondiste et politique, incarné en son temps par la révolution iranienne, vers un islamisme intégré désormais dans les jeux politiques nationaux mais dont l'influence reste limitée et un néo-fondamentalisme transnational qui ne cherche plus nécessairement à s'emparer du pouvoir, se satisfait de la mise en place d'espaces locaux islamisés tout en restant tenté par les dérives terroristes les plus extrêmes.

Il reste à voir comment l'islamisme continuera d'évoluer. Les réalités socio-économiques qui l'ont porté ne sont pas prêtes de s'effacer : misère, déracinement, crise des valeurs et des identités, opposition Nord-Sud, problème de l'intégration des immigrants dans les sociétés d'accueil. L'Occident n'en a pas terminé avec la protestation islamiste mais il faut admettre que les actions des islamistes au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix n'ont finalement que modérément marqué les faits et l'histoire. On a retrouvé à la fin les pays, les Etats, les régimes (à l'exception notable de l'Iran) et les frontières qui existaient dix ans plus tôt. Les attentats du 11 septembre ont cependant introduit plusieurs nouveautés, notamment l'attaque, au cœur même de leur territoire, des institutions et des symboles des Etats-Unis. Ils les ont conduit à se déclarer en guerre, à mener la campagne d'Afghanistan et

BIBLIOGRAPHIE

PERIODIQUES

Le Monde

Le Monde diplomatique

Courrier international

De plus en plus le recours au réseau internet mondial s'impose. L'essentiel de la presse s'y trouve et il est possible de consulter les sites des différentes institutions gouvernementales des pays intéressés aux questions de l'Orient arabe.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- ETIENNE Bruno, L'islamisme radical, Ed. Hachette, 1987
- ROY Olivier, L'échec de l'islam politique, Ed. du Seuil, 1992
- BURGAT François, Face à l'islamisme. Ed. La Découverte, 1995
- HUNTINGTON Samuel P., Le choc des civilisations, Ed. Odile Jacob, 1997
- WAARDENBURG Jacques, Islam et Occident face à face, Ed. Labor et Fides, 1998
- LAURENS Henry, Paix et guerre au Moyen-Orient, Ed. Armand Colin, 1999
- KEPEL Gilles, Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme, Ed. Gallimard, 2000
- BASBOUS Antoine, L'islamisme, une révolution avortée ?, Ed. Hachettes Littératures, 2000

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1 LES TROIS DECENNIES 1960, 1970 ET 1980 ONT ETE MARQUEES PAR L'EMERGENCE ET LA MONTEE EN PUISSANCE DU MOUVEMENT ISLAMISTE.....	3
1.1 L'ISLAMISME A ETE THEORISE DANS LES ANNEES 1960.....	3
1.1.1 Il prend son origine dans quatre foyers de prédication.....	3
1.1.2 L'analyse de la doctrine pose le problème de la nature du phénomène.....	5
1.2 AU COURS DE LA DECENNIE 1970, L'ISLAMISME SE REPAND PARTOUT DANS LE MONDE MUSULMAN.	7
1.2.1 Le sommet de la vague islamiste dans le monde arabe se situe à la fin des années 1970.	7
1.2.2 Le basculement est illustré par le succès de la révolution iranienne en 1979.....	9
1.3 LES ANNEES 1980 SONT DOMINEES PAR LA LUTTE ENTRE LA MONARCHIE SAOUDIENNE ET L'IRAN DE KHOMEINI.....	10
1.3.1 La guerre contre l'Iran révolutionnaire est déclenchée en 1980 par Saddam Hussein avec la bénédiction des monarchies du Golfe.....	10
1.3.2 Le principal terrain de l'affrontement se situe en Afghanistan.....	12
2 A PARTIR DE LA DECENNIE 1990, LA DECOMPOSITION ET LES DERIVES DU MOUVEMENT ISLAMISTE ONT ENTRAINE LE DECLIN DE L'ISLAM POLITIQUE.....	14
2.1 LA DEUXIEME GUERRE DU GOLFE (1990 - 1991) A ENTRAINE UNE FISSURE AU SEIN DU MOUVEMENT ISLAMISTE.....	14
2.1.1 L'invasion du Koweït par l'Irak a pour conséquence l'explosion du système saoudien.....	14
2.1.2 La fissure du mouvement pénètre le territoire saoudien lui-même.....	15
2.2 LA FISSURE AU SEIN DE L'ISLAMISME A EU POUR CONSEQUENCE LA DISPERSION DES "DJIHADISTES AFGHANS"	17
2.2.1 Les "jihadistes afghans" échappent désormais à tout contrôle.....	17
2.2.2 A partir de 1992, ils commencent à se disperser avec pour destinations principales la Bosnie, l'Algérie et l'Egypte.....	18
2.3 LES DERIVES TERRORISTES LES PLUS ACHEVES DU COURANT "DJIHADISTE" ISSU DE L'AFGHANISTAN DES ANNEES 1980 SE SITUENT EN OCCIDENT ET S'INCARNENT DANS LA FIGURE D'OUSSAMA BEN LADEN.	21
2.3.1 La dispersion des "jihadistes afghans" s'est étendue à l'Occident.....	21
2.3.2 La dérive la plus achevée du courant "salafiste - jhadiste" s'incarne dans la figure d'Oussama ben Laden.....	22
3 LE DECLIN DE L'ISLAMISME ET SES DERIVES TERRORISTE ONT CONDUIT A UNE REDEFINITION DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DU MOUVEMENT ET FAIT APPARAITRE DES MUTATIONS EN SON SEIN.....	26
3.1 AU LENDEMAIN DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE, L'ISLAMISME RADICAL EST DESORMAIS PERCU COMME UNE MENACE PAR LES ETATS-UNIS.....	26
3.1.1 La guerre contre le terrorisme a induit des actions de riposte contre la mouvance islamiste radicale.....	27
3.1.2 Les attentats du 11 septembre ont aussi fait évoluer l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'islam et	